Droites : de l'entente à la coexistence

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1982)**

Heft 629

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1012945

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

SOURDE OREILLE

Radio-TV: l'offre et la demande

Jamais en défaut d'idées traditionnalistes en matière de gestion, la SSR envisage de réduire son déficit annuel (70 millions en 1981, au moins 80 millions pendant l'année en cours) en limant sur les coûts administratifs (programme Adminus) et surtout... en augmentant les taxes de réception.

Les chers auditeurs et téléspectateurs, qui ont avalé une augmentation de 15% en octobre 1979 (de Fr. 180.— à Fr. 207.— par an pour la radio + télévision), devraient allonger 30% de plus dès l'année prochaine — l'augmentation de 40% souhaitée par la SSR ne sera pas accordée par le Conseil fédéral. Du coup, pour respecter un parallélisme assez fidèlement respecté ces vingt dernières années, la SA pour la publicité à la télévision devra relever ses tarifs. Ce faisant, elle détournera encore plus efficacement les annonceurs du media-tv, eux qui en 1981, pour la première fois depuis l'introduction en 1964 de la publicité sur les petits écrans suisses, ont moins investi dans les spots télévisés que l'année précédente (moins 6%, de 121 à 113 millions de francs).

Pour tout arranger: selon une enquête effectuée le mois dernier, seuls 26% des téléspectateurs se souvenaient d'avoir vu «Télétip», le mieux coté des trois magazines publicitaires introduits au début de cette année, pour varier les séquences composées jusqu'alors des spots. Il faut dire que la formule a varié, mais que la monotonie débile reste. Et cela même si, dans un bel élan de compréhension, les responsables des programmes SSR modifient les horaires du début de soirée pour mieux «entourer» les spots et surtout faire patienter les spectateurs jusqu'au cinquième bloc de 21 h. 15 environ.

Quel malheur: le public est invité à payer davantage pour une offre stable (sauf le très lémanique «Couleur 3»), et les annonceurs se voient offrir de nouvelles possibilités d'insérer... qu'ils déclinent incompréhensiblement.

	1972	*1982*		*1978*	*1982*	
Taxes radio	Fr. 40.—	69.—		Fr. 60.—	69.—	
Taxes TV	Fr. 84.—	138.—		Fr. 120.—	138.—	
Total taxes	Fr. 124.—	207.—	(+67%)	Fr. 180.—	207.—	(+15%)
Spots 30 secondes (Suisse entière, prix de base)	Fr. 6 420.—	10 890.—	(+69,6%)	Fr. 9 480.—	10 890.—	(+14,9%)

GENÈVE

La leçon vaut bien un fromage

A deux contre un, les électeurs de la Ville de Genève ont refusé le nouveau règlement de la Caisse de retraite des fonctionnaires municipaux et des services industriels.

Bien malin, le citoyen qui aura compris les finesses, avantages et inconvénients du système proposé. Toujours est-il que le projet a été perçu par l'opinion comme une amélioration substantielle du statut des fonctionnaires... et à ce titre, rejeté.

Laissons de côté les organisations patronales, auteurs du référendum, qui ont saisi là une occasion parmi d'autres d'affirmer leur volonté d'immobilisme social: elles font leur travail.

Regardons plutôt du côté des partis de gauche et des syndicats. La fonction publique est devenue pour eux un terrain de luttes privilégié. Tout projet d'amélioration sociale dans ce secteur est aussitôt soutenu sans faire l'objet du moindre examen critique, unité d'action oblige. L'argument décisif: un succès dans la fonction publique doit stimuler le secteur privé à faire de même.

Regardons maintenant la réalité. Dans le contexte économique actuel les fonctionnaires genevois sont en moyenne — nous insistons bien sur ces deux derniers mots: en moyenne — des privilégiés — salaires, conditions de travail, prestations sociales, sécurité de l'emploi. Les travailleurs du secteur privé le ressentent en tout cas ainsi, même si les fonctionnaires eux-mêmes n'en sont pas conscients. Alors, lorsque la locomotive ne colle déjà plus au train, vouloir lui faire prendre une nouvelle avance, sous prétexte d'accélérer la vitesse des wagons, c'est manier le sophisme à bon compte. Même les électeurs des quartiers populaires l'ont compris, qui ont rejeté le projet.

Si dans les états-majors des organisations de gauche, on réalise que la solidarité ne consiste pas d'abord à défendre, voire à améliorer le statut des travailleurs les mieux lotis, mais à lutter avec vigueur pour les plus défavorisés, y compris dans la fonction publique, l'échec de dimanche aura été salutaire.

VAUD

Droites: de l'entente à la coexistence

De quel poids pèsera le dernier week-end d'élections sur la politique vaudoise? On avait pris l'habitude des coups de clairon libéraux; ils seront à coup sûr encore plus assourdissants pendant les quatre prochaines années, sonneront encore plus souvent la charge des privilèges, avec l'espoir

d'entraîner les lourds bataillons radicaux à leur rythme. Peu de chance, dans ces concerts martiaux, que la gauche (réduite, «grosso modo», à un tiers du Grand Conseil) puisse efficacement faire entendre sa voix. Plus que jamais: gestion à droite d'un canton qui élit dans les plus pures traditions conservatrices, mais vote souvent les mots d'ordre socialistes.

A l'ombre de l'«entente» bourgeoise, les libéraux croissent donc et se multiplient. Leur appétit n'a pas jusqu'ici attaqué les bastions radicaux. Mais il ne pourra en être de même à la prochaine consultation, lorsque leurs partenaires devront se soumettre ou se démettre, accepter deux libéraux à l'exécutif cantonal par exemple. Voilà qui ne changera sans doute pas fondamentalement la gestion du canton dans l'intervalle, mais qui promet de sourdes empoignades sur les sujets les plus délicats de la politique vaudoise (école, fiscalité, par exemple).

Revenir aux élections de dimanche passé, c'est constater la stabilité de l'équilibre des forces pour le renouvellement du Conseil d'Etat: le «jeu» bourgeois — trois partis alliés pour l'occasion — bloque à l'avance toute possibilité de surprise.

Recul marqué de la gauche (les socialistes ramenés au niveau d'il y a quatre ans, effacement progressif des communistes) au Grand Conseil: d'une part des facteurs objectifs — un nouveau recensement qui a traduit, en sièges de députés, un paysage démographique nouveau, marqué surtout par l'affirmation de l'ouest: Nyon, banlieue résidentielle de Genève avec ce que cela comporte de renforts pour la droite; blocages dus à l'apparentement bourgeois qui généralise les affrontements entre un parti de gauche contre trois alliés de droite; d'autre part des facteurs plus difficiles à saisir, mais très réels eux aussi, qui n'ont pas permis à la gauche d'exploiter, faute d'image de marque claire, des circonstances qui lui étaient pourtant favorables, logement, taux hypothécaire, entre autres.

Au total, il faut admettre que prédominent des réflexes vaudois de privilégiés — préserver l'acquis — dans un contexte international marqué par les incertitudes et la récession. Là, les conservateurs jouent évidemment sur du velours. D'autant plus que la participation électorale est tombée à un niveau tel que ne se rencontrent plus aux urnes que quelques bataillons de citoyennes et de citoyens motivés.

L'AÉROFLOT, LE CAMARADE, LA POLOGNE ET LE SOCIALISME

АВИА • PAR AVION

АЭРОФЛОТ

Quai du Mont-Blanc 1
1201 GENEVE

Cher Camarade,

Le Secrétariat Central du P.C.U.S. n'a pu rester insensible à la masse impressionnante d'efforts que tu déploies au seul profit de la masse prolétaire.

L'organe central du Parti t'appuie de tout coeur dans la difficile campagne que tu as engagée, tel un défi aux forces réactionnaires et aux exploiteurs de ton pays, et qui vu ta sincérité, ne peut s'achever que par un triomphe.

Il est en effet certain que seuls ceux qui luttent avec obstination et compétence pour la liberté et le bien-être de l'individu, sont dignes de la confiance du prolétariat. Cela explique d'ailleurs le recul constant et immuable de la droite réactionnaire, fasciste, capitaliste et impérialiste. Ces exploiteurs du peuple ne pourront se maintenir éternellement au pouvoir et ce sont des hommes comme toi qui prendront les rennes de l'avenir.

Ce jour est peut-être très proche, bien que le Suisse en général soit encore quelque peu réfractaire au progrès socialiste, la presse fasciste ne cessant de lui fausser l'image du modèle soviétique.

L'affaire polonnaise, scandaleusement influencée et exacerbée par les puissances capitalistes hostiles au socialisme, n'arrange certes pas les choses, bien que la normalisation dans ce pays ne soit que l'expression d'une volonté populaire clairement affirmée.

Toutefois, rien ne peut enrayer la marche triomphale de la révolution prolétarienne à travers le monde.

En effet, la libération de l'Afghanistan, honteusement exploitée par la masse impérialiste, n'a pas empêché la venue au pouvoir de la gauche en France et en Grèce, préparant ainsi le terrain à la mise en place progressive d'un régime populaire et démocratique propice au plein épanouissement de l'individu, selon le modèle socialiste.

C'est donc en qualité d'ardent défenseur de la cause socialiste que tu es invité à assister au prochain congrès du P.C.U.S., du 17 au 27 octobre 1982 à Moscou.

Tu voudras donc passer le plus rapidement possible à nos guichets, à l'adresse mentionnée dans l'entête, afin de mettre au point les préparatifs de ton voyage et de toucher tes titres de transport.

Nous avons pensé qu'en homme du peuple, tu préférerais certainement effectuer le voyage aller en train, afin de ne rien manquer des délices de notre belle Russie.

En outre, il te faudra faire une halte à Prague, où tu prendras contact avec le camarade Antonin Svoboda, dont la carte de visite se trouve annexée à la présente, et qui sera chargé de t'accompagner au cours de ton périple. Tu voudras bien ne pas le quitter, les agents chargés de la sécurité de nos hôtes ayant des consignes très strictes en ce qui concerne les camarades occidentaux non accompagnés, ceci afin d'éviter tout incident ou contact désagréable.

En cas de difficultés à Prague, ce qui serait très étonnant, il te sera facile de t'adresser à notre ambassade sur place, qui est très exactement renseignée en permanence sur les déplacements de tous nos camarades.

Le voyage du retour s'effectuant en avion, cela posera moins de problèmes, pour toi et surtout pour nous, ta sécurité étant l'objet de notre plus vive attention.

Ta visite est vivement attendue et il est probable que tu auras le grand honneur de voir notre camarade Léonid Brejnev, le jour de l'ouverture du congrès.

Pressés de te voir à nos guichets, avec ton passeport, nous te prions de recevoir, Cher Camarade, nos cordiales salutations.

A E R O F L O T

Serguei BIELOV
directeur

Ivan VASSILIEV
sous-directeur

Trop gros pour être vrai? La lettre est datée du 3.3.82, adressée à un camarade vaudois. Visite guidée en pays socialistes.